

# L'appel aux candidats lancé pour le top de l'administration

WALLONIE Quatorze mandats importants de cinq ans à pourvoir

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, une bonne partie de l'administration de la Wallonie et des organismes para-régionaux fonctionne en mode provisoire. Tous les emplois désormais soumis à des mandats de cinq ans (la durée de la législature) devaient être pourvus à cette date, ainsi que l'exige le nouveau régime mis en place par l'ex-gouvernement PS-CDH-Ecolo, à l'instigation du ministre de la Fonction publique, Jean-Marc Nollet (Ecolo).

Il n'en a rien été et ce retard à l'allumage a agacé l'opposition régionale, par les voix des chefs de groupe Pierre-Yves Jeholet (MR) et Stéphane Hazée (Ecolo). Le nouveau ministre, Christophe Lacroix (PS), avait demandé un peu de patience. Celle-ci aura été récompensée. Jeudi dernier, le gouvernement wallon a enfin donné le feu vert au Liégeois : l'appel aux candidats est lancé. Dès le lendemain, les lettres de mission étaient publiées pour chacun des 14 mandats toujours vacants.

A l'origine de ce retard qui ne sera résorbé qu'aux portes de l'été, il y a essentiellement les hésitations du gouvernement régional, qui a pris beaucoup de temps pour préciser les postes déclarés vacants : c'était initialement prévu pour septembre, ce n'est intervenu que ce 12 février. Il fallut aussi rédiger les lettres de mission, sorte de profils

de fonction qui sont désormais soumis aux candidats.

Mais l'administration wallonne n'a pas fonctionné sans chef pour autant. Le ministre a pris

les dispositions pour une prolongation de certains mandats au-delà du 31 décembre, dont celui du secrétaire général du Service public de Wallonie (SPW). Mieux : le 18 décembre, le gouvernement wallon a reconduit dans leurs mandats douze hauts fonctionnaires dont le mandat finissant avait fait l'objet d'une évaluation très favorable par le même exécutif.

## Les lauréats du Certificat de management public

Quelques postes emblématiques de la fonction publique wallonne restaient ainsi dans les mêmes mains pour cinq nouvelles années. Citons notamment Marie-Christine Vanbockstal, la directrice générale du Forem, Freddy Joris, directeur général de l'Institut du patrimoine wallon ou Alice Baudine, l'administratrice générale de l'Awiph, l'agence pour l'intégration de la personne handicapée...

A ce jour, une bonne dizaine de postes restent donc à pourvoir. Les titulaires seront désignés par le gouvernement au départ d'un pool de candidats dont

les portes se sont définitivement refermées le 1<sup>er</sup> décembre dernier. On y retrouvera des hauts fonctionnaires wallons et de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui ont obtenu des évaluations positives, mais surtout les lauréats du tout nouveau Certificat de management public.

Décerné par l'École d'administration publique, ce diplôme a vocation à devenir le sésame menant aux fonctions supérieures des administrations fédérées. Les titulaires composeront désormais une sorte de réserve de recrutement permanente. Les

membres de ce pool ont jusqu'au 16 mars pour poser leur candidature à un ou plusieurs postes vacants. Sont ouverts notamment la direction générale de la Société wallonne du logement, la direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments, la direction générale de la Fiscalité... On cherche surtout un remplaçant à Claude Delbeuck, le secrétaire général. ■

**ERIC DEFFET**

**Le ministre wallon Christophe Lacroix est pressé d'attribuer les postes à mandats.**